

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°951 du Mardi le 13 Octobre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

**SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO**

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Monde

La pauvreté augmente pour la première fois depuis 2010

L'indice mondial de pauvreté a enregistré sa première hausse depuis sa création en 2010, portant à 1,2 milliard le nombre de ...

• (Page 09)

Forum Alamein Africa

Appel à la mobilisation des capitaux pour stimuler la croissance

Son Excellence Abdel Fattah El-Sisi, président de la République arabe d'Égypte, a inauguré la première ...

• (Page 10)

Palements en Yuan

Ecobank ouvre une nouvelle voie aux échanges sino-africains

• (Page 03)



Assemblées annuelles FMI - Banque mondiale

• (Page 04)

Le Togo mobilisé pour défendre ses priorités de développement

Maîtrise de la Masse Salariale

90 agents de la DNCF en formation à l'ENA, 30 par vague

À l'École nationale d'administration (ENA), la formation consacrée au contrôle de la solde et à la maîtrise de ...

• (Page 02)

Marché commun

La Commission de l'UEMOA renforce l'application du droit de la concurrence

La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) informe le public de l'adoption et de la publication de ...

• (Page 05)

Santé mentale

Au Togo, une étude de la Bluemind Foundation révèle le rôle de la confiance

La Bluemind Foundation publie la Trust Study, menée auprès de 576 femmes au Togo. Face à une difficulté, 30 % des clientes interrogées se tournent d'abord vers ...

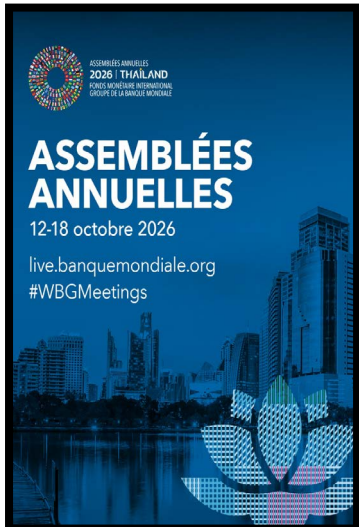
• (Page 06)

Kpendjal

La transformation du soja au cœur d'un atelier à Borgou

Vingt transformateurs de soja, dont dix-neuf femmes, ont été formés aux techniques de transformation et de commercialisation du soja, ainsi qu'à la ...

• (Page 11)



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

INTERNET ILLIMITÉ + TV
TOUT EST LÀ
LA FIBRE CANALBOX | TOUT CANAL+ | NETFLIX

UN SEUL ABONNEMENT !

30 000

FCFA / MOIS

Maitrise de la Masse Salariale

90 agents de la DNCF en formation à l'ENA, 30 par vague

À l'École nationale d'administration (ENA), la formation consacrée au contrôle de la solde et à la maîtrise de la masse salariale se poursuit avec une deuxième vague de 30 agents de la Direction nationale du contrôle financier (DNCF). Cette initiative vise à renforcer les compétences des contrôleurs et à sécuriser les dépenses de personnel de l'État.

• Joël Yanclo

Une formation organisée en trois vagues. La formation sur le contrôle de la solde et la maîtrise de la masse salariale entre dans sa deuxième phase à l'École nationale d'administration (ENA). Lancée une semaine plus tôt, elle concerne au total 90 agents de la Direction nationale du contrôle financier (DNCF), répartis en trois groupes de 30 participants. Après l'achèvement du cycle de la première vague vendredi dernier, la deuxième session a démarré ce lundi avec 30 nouveaux agents. La troisième vague viendra compléter le dispositif afin de permettre à l'ensemble des bénéficiaires de suivre le même programme de renforcement des capacités. L'encadrement pédagogique est assuré par deux experts, M. BAKPENA Babakokoga, ancien directeur des Finances, et M. AGBOLAN Kossi Dodji. Leur intervention vise à consolider les connaissances techniques des participants et à renforcer leurs aptitudes en matière de contrôle des dépenses de personnel.



allocation efficace des ressources publiques. Dans ce contexte, le contrôle de la solde constitue un levier essentiel pour prévenir les irrégularités, vérifier la conformité des rémunérations et garantir la fiabilité des dépenses liées au personnel de l'administration publique. L'objectif est notamment de permettre aux contrôleurs financiers de mieux apprécier la régularité des effectifs, la justesse des rémunérations versées ainsi que la conformité des actes administratifs ayant une incidence sur la solde. Une meilleure maîtrise de ces mécanismes doit contribuer à limiter les risques d'erreurs, de paiements indus et d'irrégularités dans la gestion des rémunérations publiques.

d'outils et de méthodes leur permettant d'exercer un contrôle plus rigoureux des dépenses de personnel. L'approche privilégie une démarche préventive, destinée à détecter les anomalies en amont et à sécuriser les opérations de liquidation et de paiement de la solde. Au-delà de l'acquisition de compétences techniques, cette formation participe à une meilleure maîtrise de la dépense publique et à la consolidation des mécanismes de contrôle financier. À terme, le renforcement des capacités des contrôleurs devrait contribuer à améliorer la qualité de la gestion budgétaire, à préserver la soutenabilité de la masse salariale et à promouvoir une utilisation plus rigoureuse des ressources de l'État.

La maîtrise de la masse salariale, un enjeu budgétaire majeur

Le choix de cette thématique répond à un impératif de gestion des finances publiques. La masse salariale représente en effet l'un des postes de dépenses les plus importants et les plus sensibles du budget de l'État. Sa maîtrise est déterminante pour préserver les marges de manœuvre budgétaires et assurer une

Le PAGDSP au service du renforcement des capacités

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la gouvernance et au développement du secteur privé (PAGDSP), qui accompagne les efforts de renforcement des capacités institutionnelles et d'amélioration de la gouvernance. À travers ce programme de formation, l'ambition est de doter les agents de la DNCF



AUX DÉCIDEURS ...

Capital de confiance

La cloche a sonné, mais le message va bien au-delà du symbole. Le 8 octobre 2026, en participant à l'initiative internationale « Ring the Bell for Financial Literacy », la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a rappelé une vérité fondamentale : aucun marché financier ne peut durablement prospérer sans des investisseurs informés, conscients des risques et capables de prendre des décisions éclairées. Dans l'espace UEMOA, où l'élargissement de l'accès au financement constitue un enjeu majeur, l'éducation financière doit désormais être considérée comme une priorité stratégique.

La digitalisation transforme profondément les pratiques financières. L'accès aux informations, aux produits d'investissement et aux services financiers est devenu plus rapide et, dans certains cas, plus simple. Cette évolution ouvre des perspectives considérables pour la démocratisation de l'investissement.

La World Investor Week 2026, organisée du 5 au 11 octobre sous l'impulsion de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO), met précisément l'accent sur la résilience des investisseurs, les tromperies numériques et la vigilance face aux escroqueries. Ces préoccupations rappellent que la protection des investisseurs ne repose pas uniquement sur les mécanismes de contrôle et de réglementation. Elle commence aussi par la connaissance.

En réaffirmant son engagement en faveur de l'éducation financière, sous l'impulsion de son Directeur général, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, la BRVM reconnaît que la performance d'un marché ne se mesure pas seulement à l'évolution de ses indices ou au volume des transactions. Un marché financier se juge également à sa capacité à attirer de nouveaux investisseurs, à susciter la confiance des épargnants et à permettre aux populations de comprendre les mécanismes de financement de l'économie.

Sur ce terrain, la BRVM Academy constitue un instrument important. En proposant des contenus pédagogiques aux investisseurs, aux professionnels du marché et au grand public, cette initiative contribue à rendre l'univers boursier plus accessible.

Car la Bourse ne doit pas rester un espace réservé aux spécialistes, aux grandes entreprises ou aux investisseurs disposant déjà d'une solide culture financière. Elle doit pouvoir être comprise par les particuliers, les entrepreneurs et les acteurs économiques qui souhaitent diversifier leurs placements ou mobiliser des ressources pour développer leurs activités.

Toutefois, la sensibilisation ne saurait suffire. L'enjeu est de transformer progressivement la connaissance en capacité réelle d'agir : comprendre un prospectus, comparer des produits financiers, apprécier le rapport entre rendement et risque, identifier les intermédiaires autorisés et reconnaître les signaux d'alerte d'une fraude.

Pour que davantage de citoyens participent au financement de l'économie, ils doivent comprendre comment leur épargne peut être investie, quels risques ils encourent et quelles protections leur sont offertes. La transparence de l'information, la qualité de la régulation et l'efficacité des dispositifs de recours sont, à cet égard, aussi importantes que la formation des investisseurs.

À terme, l'objectif est double : protéger les épargnants et élargir la participation au financement des économies de l'UEMOA. Ces deux ambitions sont indissociables. Un marché qui inspire confiance attire davantage de capitaux ; un marché mieux compris permet aux investisseurs de participer avec davantage de discernement.

La cloche de la BRVM a donc une résonance particulière. Elle rappelle que le développement du marché financier régional ne dépend pas uniquement des capitaux disponibles, mais aussi de la qualité de l'information, de la solidité de la confiance et du niveau de connaissance des investisseurs.

Car la véritable démocratisation financière ne consiste pas simplement à donner à chacun accès à la Bourse. Elle consiste à donner à chacun les moyens de comprendre où il investit, pourquoi il investit et quels risques il prend. C'est à cette condition que l'éducation financière pourra devenir un levier durable de protection, d'inclusion et de développement économique en Afrique de l'Ouest.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Palements en Yuan

Ecobank ouvre une nouvelle voie aux échanges sino-africains

Le Groupe Ecobank annonce le 12 octobre 2026 à Pékin, la signature d'un protocole d'accord avec le Cross-Border Interbank Payment System (CIPS), le réseau chinois de paiements transfrontaliers en renminbi ou Yuan. Ce partenariat vise à simplifier les règlements commerciaux, à renforcer les échanges sino-africains et à faciliter l'accès des entreprises aux marchés des deux régions.

• Joël Yanclo

La signature intervient quelques jours après l'inauguration des nouveaux bureaux d'Ecobank dans la capitale chinoise. Elle s'inscrit dans la stratégie du Groupe visant à améliorer la connectivité financière entre les entreprises chinoises et africaines, en s'appuyant sur son réseau bancaire présent dans 34 marchés du continent. La cérémonie s'est déroulée en marge de la visite officielle en Chine du président du Conseil du Togo, Faure Essozimna Gnassingbé, en présence notamment de Georges Essowé Barcola, ministre de l'Économie et des Finances du Togo, ainsi que d'un représentant de la Banque populaire de Chine. La participation des autorités togolaises souligne l'importance accordée au développement des relations économiques entre la Chine, le Togo et l'Afrique.

Des transactions en renminbi simplifiées

À travers cette collaboration, Ecobank et CIPS entendent élargir les capacités de paiement et de compensation en monnaie chinoise entre les deux régions. Une fois le partenariat mis en œuvre, la Banque des grandes entreprises et d'investissement



d'Ecobank devrait pouvoir proposer à ses clients des solutions de règlement en RMB plus accessibles et plus efficaces. Les entreprises pourront ainsi bénéficier d'une simplification des opérations de paiement, d'une plus grande flexibilité dans leurs transactions avec la Chine et d'un meilleur accès aux canaux de paiement transfrontaliers. L'objectif est également de réduire la complexité des opérations de compensation et de renforcer la fluidité des échanges commerciaux. Ces améliorations sont particulièrement importantes pour les importateurs, les exportateurs et les investisseurs qui réalisent des opérations entre les deux régions. Elles devraient contribuer à faciliter leurs transactions et à renforcer les infrastructures

financières nécessaires au développement du commerce sino-africain. Pour Jeremy Awori, directeur général du Groupe Ecobank, l'évolution des relations commerciales entre les deux régions exige des infrastructures financières adaptées à l'intensification des échanges. « Notre partenariat avec CIPS renforce l'interconnexion entre l'écosystème de paiement en renminbi de la Chine et le vaste réseau africain d'Ecobank », a-t-il souligné. Il a également insisté sur l'ambition de rendre les marchés africains plus accessibles aux entreprises chinoises et de permettre aux sociétés africaines d'interagir plus efficacement avec leurs partenaires chinois.

Un corridor commercial de 348 mil-

liards de dollars

Le rapprochement entre Ecobank et CIPS intervient dans un contexte de croissance des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique. Selon les données communiquées par Ecobank, le volume des échanges bilatéraux a atteint environ 348 milliards de dollars américains en 2025, confirmant l'importance de ce corridor économique. La montée en puissance des flux commerciaux et des investissements accroît les besoins en matière de financement du commerce, de gestion de trésorerie, de paiements internationaux et de règlement des transactions. Dans ce contexte, la disponibilité de mécanismes de paiement performants constitue un enjeu majeur pour la compéti-

vité des entreprises. Le partenariat avec CIPS vise ainsi à rapprocher les infrastructures financières chinoises du réseau panafricain d'Ecobank. Il doit contribuer à créer un environnement plus favorable aux transactions commerciales et aux investissements, tout en renforçant les capacités des entreprises à opérer dans les deux espaces économiques.

Pékin, nouvelle porte d'entrée vers le réseau panafricain

Présent en Chine depuis 2012, Ecobank renforce son ancrage local avec l'ouverture de ses nouveaux bureaux à Pékin. Cette présence vise à offrir aux entreprises, aux institutions financières et aux investisseurs chinois un point d'accès privilégié aux marchés africains. Le Groupe s'appuie également sur ses bureaux dédiés à la Chine en Afrique de l'Ouest, en

Afrique centrale et en Afrique de l'Est. Ces structures mettent à la disposition des clients une expertise locale et une gamme de services couvrant notamment le financement du commerce, les paiements, la gestion de trésorerie et les investissements transfrontaliers. Le corridor Chine-Afrique figure parmi les axes stratégiques de la feuille de route Croissance, Transformation et Rendements (GTR) d'Ecobank. Le partenariat avec CIPS vient compléter les collaborations déjà engagées par le Groupe, notamment avec Bank of China (Mauritius), ainsi qu'avec des plateformes de paiement transfrontalier telles que XTransfer, Yee-Pay et WorldFirst. À travers ces initiatives, Ecobank entend consolider son rôle d'intermédiaire financier entre les économies chinoise et africaines. L'enjeu est de faciliter les transactions, de soutenir le développement des entreprises et de renforcer les infrastructures bancaires qui accompagneront la prochaine phase de croissance des échanges et des investissements entre les deux régions.



Assemblées annuelles FMI - Banque mondiale

Le Togo mobilisé pour défendre ses priorités de développement

Les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale s'ouvrent à Bangkok, en Thaïlande, autour des défis de la résilience économique, de la transformation numérique et du financement climatique. Le Togo prend part aux travaux à travers de hauts cadres de l'administration publique.

● Joël Yanclo

Bangkok accueille les grands rendez-vous de la finance mondiale. La capitale thaïlandaise accueille, du 12 au 18 octobre 2026, les Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale. Les travaux se tiennent au Centre national des congrès Queen Sirikit et réunissent des représentants des 191 pays membres, notamment des ministres des Finances, des gouverneurs de banques centrales, des dirigeants du secteur privé et des acteurs de la société civile. Plus de 15 000 délégués sont attendus à cette rencontre majeure de la gouvernance économique et financière internationale. Bangkok accueille ainsi, pour la deuxième fois après 1991, ces assises qui constituent un cadre privilégié de concertation sur les grandes orientations de l'économie mondiale. Dans un environnement marqué par les tensions géopolitiques, la volatilité des marchés énergétiques et les difficultés d'endettement de nombreuses économies à faible revenu, les discussions devraient mettre en lumière les réponses à apporter aux fragilités économiques et financières qui affectent les différentes régions du monde.

La résilience humaine au menu des débats

Placée sous le thème « Thailand's New Horizons : Empowering People, Building Resilience », que l'on peut traduire par « Les nouveaux horizons de la Thaïlande : donner du pouvoir aux populations, bâtir la résilience », l'édition 2026 entend promouvoir une croissance davantage centrée sur



l'humain et mieux préparée aux chocs économiques, financiers, environnementaux et climatiques. Cette orientation traduit la volonté de placer l'autonomisation des populations au cœur des politiques de développement, tout en renforçant la capacité des États à faire face aux crises successives. Quatre grandes thématiques structureront les échanges au cours de la semaine. Il s'agit notamment de la transformation numérique et de l'intelligence artificielle, des opportunités offertes aux puissances intermédiaires dans un monde fragmenté, de la mise en place d'une nouvelle architecture financière pour l'adaptation climatique, ainsi que des conséquences du changement démographique et de l'essor de l'économie de la longévité.

Le Togo mobilisé pour défendre ses priorités de développement

Fidèle à sa tradition de participation aux grandes rencontres économiques internationales, le Togo prend part aux travaux de Bangkok à travers de hauts cadres de l'administration publique, issus notamment des départements ministériels chargés de l'Économie et des Finances, du Budget et de la Planification du développement. Ces représentants participent aux sessions thématiques, aux rencontres bilatérales et aux échanges avec les partenaires techniques et financiers. Ces différents cadres de concertation

offrent au pays l'occasion de faire entendre ses priorités, de partager ses préoccupations en matière de développement et d'explorer de nouvelles pistes de coopération. Pour le Togo, la participation à ces Assemblées annuelles constitue également un moyen de consolider ses relations avec les institutions de Bretton Woods, dont les interventions jouent un rôle important dans l'accompagnement des politiques économiques, des réformes structurelles et des programmes de développement.

Le multilatéralisme face à l'épreuve des crises mondiales

Au-delà des rencontres protocolaires et des discussions techniques, les Assemblées annuelles de Bangkok constituent un test pour la capacité de la communauté internationale à construire des réponses collectives aux crises contemporaines. Les fractures géopolitiques, les disparités technologiques et les risques climatiques mettent à l'épreuve les mécanismes traditionnels de coopération. Elles renforcent également les attentes des pays en développement à l'égard des institutions financières internationales, notamment en matière d'accès aux ressources, de soutien aux réformes et de financement de la transition climatique.



Cuisson propre

Le Togo accélère vers son programme

Le Togo franchit une nouvelle étape dans l'élaboration de son programme national d'accès à la cuisson propre. Après les études préparatoires, une rencontre consacrée à l'examen des premières composantes du programme a réuni, la semaine écoulée à Lomé, les différents acteurs concernés.

Concrètement, les participants ont examiné les solutions de cuisson propre retenues pour être intégrées dans le futur programme, ainsi que les objectifs à atteindre. Les activités et plans d'action proposés ont également été passés en revue, de même que les besoins en renforcement des capacités. Les échanges ont permis d'apporter des ajustements aux différentes composantes avant leur validation. Cette étape visait à préciser les actions à mener pour progresser vers l'accès universel à la cuisson propre à l'horizon 2030. Le futur cadre devrait servir de référence pour orienter les interventions des acteurs publics, privés et de la société civile

et faciliter la mobilisation des investissements dans le secteur. Portée par le gouvernement, l'élaboration du document bénéficie de l'appui du programme régional Clean Cooking Action West Africa (ReCCA). Elle s'inscrit dans les priorités de la Vision Togo 2030 et du Pacte national pour l'énergie conclu dans le cadre de l'initiative Mis-

sion 300 et tient compte des engagements climatiques du Togo au titre de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN). À terme, l'enjeu est de favoriser l'accès des ménages à des solutions de cuisson plus propres et de réduire progressivement leur dépendance aux combustibles issus de la biomasse.

(Togo Officiel)



Enseignement supérieur

Les acteurs définissent les orientations pour 2026-2027

Au Togo, le gouvernement veut davantage rapprocher l'enseignement supérieur des besoins du marché de l'emploi et des priorités de développement du pays. Cette orientation est au cœur des travaux consacrés au bilan de l'année académique 2025-2026 et à la préparation de 2026-2027, ouverts jeudi 8 octobre à Lomé.

Pour la nouvelle année académique, quatre orientations ont été présentées. Elles portent sur l'adéquation entre la formation, l'emploi et l'entrepreneuriat, l'orientation de la recherche vers les besoins du pays, le renforcement des partenariats avec le secteur privé ainsi que la consolidation de la qualité et de la rigueur dans l'enseignement supérieur. Concrètement, il est prévu de développer des formations dans les secteurs prioritaires de la feuille de route gouvernementale 2026-2031. Le renforcement de l'alternance et le développement de partenariats entre les universités et le secteur privé figurent également parmi

les priorités retenues pour la nouvelle année académique. « Il nous faut faire évoluer nos pratiques et rapprocher davantage l'université du monde économique », a souligné le ministre de l'éducation nationale, Mama Omorou. La recherche devra,

de son côté, être davantage orientée vers les besoins de la nation. Cette approche permettra de mieux prendre en compte les enjeux de développement dans les travaux menés au sein des établissements d'enseignement supérieur.

(Togo Officiel)



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE**-----
La Commission
-----**COMMUNIQUE DE PRESSE****LA COMMISSION DE L'UEMOA RENFORCE L'APPLICATION DU DROIT
COMMUNAUTAIRE DE LA CONCURRENCE**

La Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) informe le public de l'adoption et de la publication de plusieurs décisions récentes en matière de concurrence. Ces décisions traduisent l'engagement de la Commission à garantir le bon fonctionnement du marché commun, à renforcer la transparence des marchés et à assurer la protection des consommateurs et des entreprises.

À travers son action en matière de concurrence, l'UEMOA poursuit également l'objectif de renforcer la compétitivité des économies des États membres et de consolider un marché commun ouvert, concurrentiel et fondé sur un cadre juridique harmonisé.

La Commission de l'UEMOA a instruit plusieurs affaires et adopté des décisions de concurrence dans divers secteurs, tels que les engrais, les produits pharmaceutiques, les carburants, les assurances, le sucre, le gaz, les boissons et les services funéraires.

Ces interventions visent à assurer le respect des règles de concurrence et le bon fonctionnement des marchés dans l'espace communautaire.

Il s'agit, entre autres, de la Décision n° 04/2023/COM/UEMOA relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur des assurances au Burkina Faso ; de la Décision n° 05/2023/COM/UEMOA relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de la brasserie et des boissons gazeuses sucrées au Togo ; ainsi que de la Décision n° 11/2022/COM/UEMOA relative à des pratiques mises en œuvre dans le secteur de l'assistance aéroportuaire en escale à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

L'ensemble de ces décisions est disponible et accessible dans le Bulletin Officiel de l'Union et sur le site web de la Commission de l'UEMOA <https://www.uemoa.int/>.

Pour rappel, le Traité de l'UEMOA institue, en ses articles 76, point c) et 88, des règles communes de concurrence applicables aux entreprises publiques et privées ainsi qu'aux aides publiques.

Ouagadougou, le 12 octobre 2026

La Direction de la Communication

Pour plus d'informations :

Contacts presse : dcominfos@uemoa.int
www.uemoa.int

Santé mentale

Au Togo, une étude de la Bluemind Foundation révèle le rôle de la confiance

La Bluemind Foundation publie la Trust Study, menée auprès de 576 femmes au Togo. Face à une difficulté, 30 % des clientes interrogées se tournent d'abord vers leur coiffeuse ; moins de 1 % vers un-e professionnel-le de santé. Des données rares en Afrique francophone, et une question qui concerne tous les systèmes de santé : et si l'accès aux soins commençait bien avant la porte du cabinet ?

● Nicole Esso

Avant le cabinet médical, il y a souvent le salon de coiffure. C'est ce que révèle la Trust Study, publiée aujourd'hui par la Bluemind Foundation. Menée d'avril à juin 2026 auprès de 205 clientes et 371 coiffeuses à Lomé, Kara, Sokodé et Dapaong, cette étude exploratoire par méthodes mixtes montre que la première porte vers le soin n'est souvent ni un hôpital ni une ligne d'écoute, mais une relation de confiance déjà là. Après la famille (41 %), c'est la coiffeuse (30 %) que les femmes citent en premier, loin devant les amies (11 %) et les soignant-es (moins de 1 %). Sa publication intervient à la veille du 10 octobre, Journée mondiale de la santé mentale, que

L'Organisation mondiale de la santé consacre cette année à l'expérience vécue : « À l'écoute de l'expérience vécue : des voix authentiques pour un réel changement ». Des voix authentiques, la Trust Study en a recueilli 576.

Ce que révèle l'étude

89 % des clientes interrogées en entretien confient à leur coiffeuse des choses qu'elles ne disent nulle part ailleurs. 100 % des coiffeuses interrogées en entretien ont déjà perçu qu'une cliente allait mal avant qu'elle n'en parle. 99 % des clientes sont ouvertes à une orientation vers un-e professionnel-le proposée par leur coiffeuse (69 % oui, 30 % peut-être). Vers qui les clientes se tournent d'abord face à une difficulté. Source : Bluemind Foundation, Trust Study



2026.

Un besoin immense, des soins rares

En Afrique, près de 150 millions de personnes vivent avec un trouble de santé mentale, et moins d'une sur dix reçoit un quelconque soutien. Au Togo, on compte moins de dix psychiatres pour plus de 9 millions d'habitants, selon l'OMS. Les femmes sont en première ligne : plus exposées à la dépression, à l'anxiété et aux violences, elles font

face aux obstacles les plus lourds pour accéder aux soins. Consulter reste souvent coûteux, et la peur du regard des autres freine encore. Une question reste pourtant largement absente des politiques publiques : que se passe-t-il avant le système de soins ? À qui parle-t-on d'abord ? Qui remarque qu'une personne ne va pas comme d'habitude ?

Pourquoi la coiffeuse ?

Problèmes de couple, dif-

ficultés d'argent, stress, violences au sein de la famille : au salon se disent des choses qui ne se disent pas ailleurs. Car la coiffeuse est proche, mais pas trop. Elle connaît ses clientes depuis des années sans faire partie de leur vie privée : se confier à elle ne coûte ni le jugement de la famille, ni le prix d'une consultation. Et parce qu'elle les voit souvent, elle remarque quand quelque chose change, parfois avant qu'elles ne le disent. Ce n'est pas un diagnostic, mais c'est souvent le premier signal. « Les femmes savent souvent

déjà vers qui se tourner en premier. Notre responsabilité est de faire en sorte que cette confiance puisse mener quelque part. La Trust Study invite les décideurs à agir sur trois leviers : cartographier les relations de confiance qui existent déjà, outiller celles et ceux qui écoutent sans les médicaliser, et investir à l'autre bout du chemin, dans les soignant-es et les services vers lesquels orienter. Car une orientation ne vaut que ce que vaut le soin qui l'accueille. C'est tout l'enjeu : faire de la confiance une véritable infrastructure de santé mentale. »

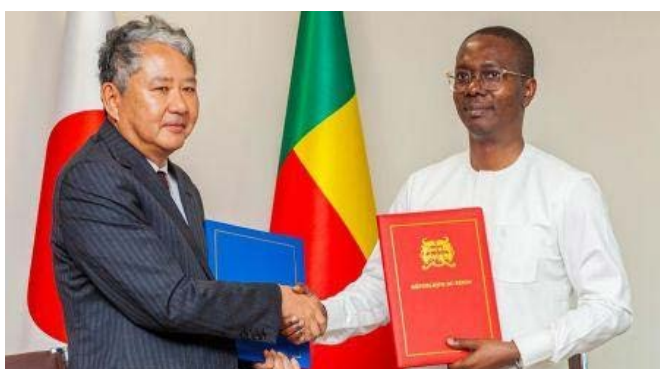


Bénin

44,7 millions \$ désormais mobilisés pour l'échangeur de Vêdoko

Le financement du projet, qui vise à fluidifier la circulation à Cotonou, atteint désormais 26,2 milliards FCFA. Les travaux doivent également faciliter le transport des marchandises sur le corridor Abidjan-Lagos, un axe majeur des échanges en Afrique de l'Ouest.

Le Bénin et le Japon ont signé un accord de don de 10,8 milliards FCFA (environ 18,4 millions \$) destiné à financer la deuxième phase de la construction de l'échangeur du carrefour Vêdoko, à Cotonou, selon un communiqué du gouvernement béninois publié le 10 octobre 2026. Cette contribution porte le financement global du projet à 26,228 milliards FCFA, soit environ 44,7 millions \$, et doit couvrir la construction du passage supérieur dans le sens Est-Ouest, ainsi que des aménagements connexes. La première phase, consacrée à la réalisation du passage supérieur dans le sens Ouest-Est, est actuellement en cours. L'objectif est de réduire les embouteillages à Vêdoko et de fluidifier le transport des personnes et des marchandises à Cotonou. Les effets du projet sur les temps de



trajet ne pourront être évalués qu'après sa mise en service, dont la date n'a pas été précisée. Selon l'étude d'impact environnemental et social de la deuxième phase du projet, publiée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) en 2026, le trafic au carrefour pourrait tripler d'ici 2035. Le rapport étudie notamment un scénario prévoyant un passage supérieur à quatre voies, avec une capacité théorique de 1500 véhicules par heure et par voie. Les études antérieures citées dans le document indiquent par ailleurs que les

deux-roues représentent 82 % du trafic urbain à Cotonou, contre 17 % pour les voitures et 1 % pour les camions. Cette répartition souligne le poids des deux-roues dans les déplacements urbains et les enjeux liés à l'aménagement des infrastructures routières. Le projet s'inscrit dans les efforts du Bénin pour améliorer la mobilité urbaine et les conditions de circulation sur le corridor Abidjan-Lagos, un axe majeur des échanges en Afrique de l'Ouest.

Avec Agence Ecofin

Centrafrique

Royal Onyx Insurance devient le 2e assureur non-vie recensé par la FANAF

Avec un taux de pénétration de l'assurance limité à 0,30 % du PIB en 2024, la Centrafrique dispose encore d'un important potentiel de développement dans ce secteur. L'arrivée de Royal Onyx Insurance intervient dans ce contexte, avec l'ambition d'élargir l'offre de couverture destinée aux particuliers, aux entreprises et aux organismes publics

Royal Onyx Insurance (ROI) a officiellement lancé ses activités à Bangui le vendredi 2 octobre. Spécialisée dans les assurances IARDT, notamment l'incendie, l'automobile, les risques divers et le transport, la compagnie sera dirigée dans le pays par Jules Anicet Backy.

« Nous venons avant tout accompagner un écosystème économique, avec des solutions IARDT adaptées aux réalités des entreprises, des transporteurs, des commerçants et des ménages. Notre ambition est d'être un partenaire à long terme en Centrafrique, au service de la confiance et de l'économie réelle », a déclaré Eudoxie Douya, directrice générale de Royal Onyx Insurance Cameroun. En Centrafrique, Royal Onyx Insurance devrait propo-

ser des couvertures dans plusieurs branches, dont l'assurance automobile, l'incendie, le transport, les risques professionnels et industriels ainsi que les multirisques habitation. Ces produits s'adresseront aux particuliers, aux entreprises et aux organismes publics. L'arrivée de la compagnie intervient alors que l'offre d'assurance non-vie reste concentrée autour d'un seul acteur recensé dans l'annuaire de la Fédération des sociétés d'assurance de droit national africaines (FANAF). Selon l'Annuaire 2026 des sociétés membres de la FANAF, publié en avril 2026 et portant sur des données de 2024, SUNU Assurances est l'unique compagnie d'assurance non-vie recensée en Centrafrique. L'annuaire ne recensait par ailleurs aucune compagnie d'assurance-vie

ou de réassurance dans le pays. En 2024, SUNU Assurances avait enregistré 4,284 milliards de FCFA de primes émises, contre 5,061 milliards de FCFA un an plus tôt. Avec l'arrivée de Royal Onyx Insurance, la FANAF recense désormais deux acteurs de l'assurance non-vie en Centrafrique.

L'implantation de Royal Onyx Insurance intervient dans un marché qui reste peu pénétré. Dans son rapport « Le marché de l'assurance en Afrique, données 2020-2024 », publié en avril 2026, la FANAF classe la Centrafrique avec le Mali, le Niger et le Tchad dans la catégorie « autres marchés ». Ces quatre pays représentaient ensemble 7,4 % du marché de l'assurance-vie et non-vie de la zone FANAF en 2024.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 9 octobre 2026

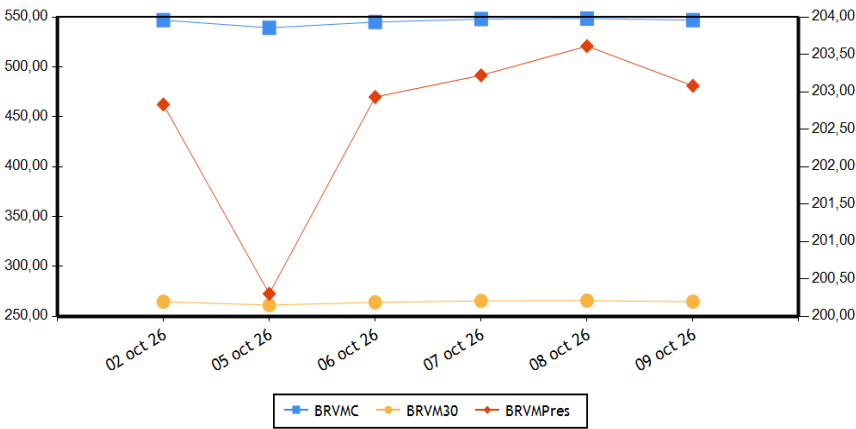
N° 192

BRVM COMPOSITE	546,86
Variation Jour	-0,28 %
Variation annuelle	58,17 %

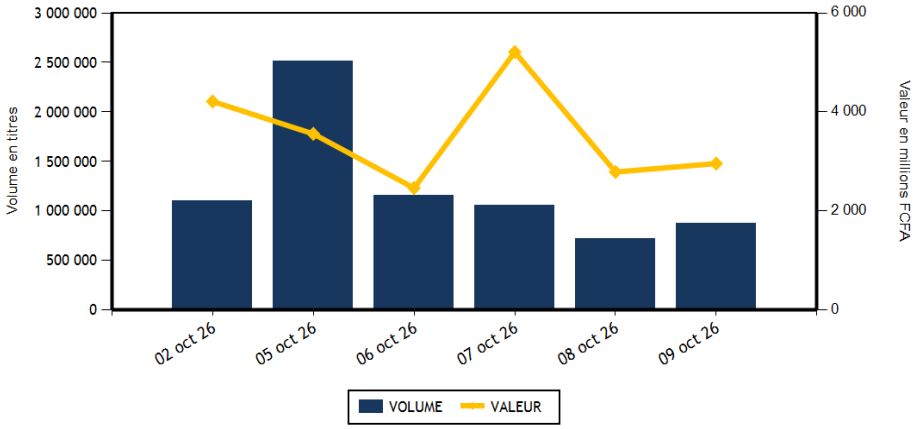
BRVM 30	264,57
Variation Jour	-0,39 %
Variation annuelle	59,15 %

BRVM PRESTIGE	203,08
Variation Jour	-0,26 %
Variation annuelle	40,78 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	21 444 972 710 034	-0,28 %
Volume échangé (Actions & Droits)	865 675	20,07 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 920 049 208	5,10 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	-13,33 %
Nombre de titres en baisse	25	0,00 %
Nombre de titres inchangés	8	33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BICI CI (BICC)	32 945	4,75 %	69,43 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 000	3,81 %	25,00 %
SOLIBRA CI (SLBC)	37 950	2,32 %	31,31 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 005	2,04 %	20,93 %
BRIDGE BANK GROUP CI (BBGC)	10 400	1,96 %	

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 534 900 676 625	-0,04 %
Volume échangé	3 734	428,15 %
Valeur transigée (FCFA)	36 471 192	430,23 %
Nombre de titres transigés	14	16,67 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	3	50,00 %
Nombre de titres inchangés	7	-30,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 800	-5,51 %	27,66 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	4 150	-4,16 %	7,10 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	30 005	-4,14 %	178,34 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 650	-3,95 %	46,00 %
SETAO CI (STAC)	2 110	-3,87 %	59,25 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	203,08	-0,26 %	40,78 %	89 039	1 886 777 080	14,49
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	379,13	-0,43 %	74,19 %	776 636	1 033 272 128	21,59

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	220,30	-0,29 %	65,46 %	865 675	2 920 049 208	17,42

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	154,38	0,06 %	62,68 %	40 936	1 276 828 015	14,62
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	187,41	-2,70 %	8,32 %	13 428	30 921 625	39,39
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	246,37	-0,22 %	68,91 %	733 242	1 196 436 278	15,87
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	264,83	-0,25 %	22,56 %	33 730	261 238 115	12,79
BRVM - INDUSTRIELS	6	212,36	-1,98 %	60,48 %	28 069	72 732 360	139,45
BRVM - ENERGIE	4	159,09	-2,45 %	43,44 %	10 047	36 661 135	18,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	269,82	-1,18 %	154,79 %	6 223	45 231 680	25,14

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	17,42
Taux de rendement moyen du marché	6,37
Taux de rentabilité moyen du marché	5,74
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	212
Volume moyen annuel par séance	1 935 159,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 940 180 248,75

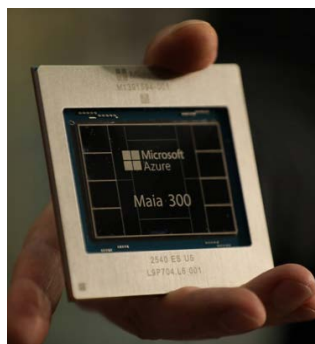
Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	16,42
Ratio moyen de satisfaction	45,08
Ratio moyen de tendance	274,52
Ratio moyen de couverture	36,43
Taux de rotation moyen du marché	0,08
Prime de risque du marché	-0,01
Nombre de SGI participantes	35

High-tech

Microsoft présente sa nouvelle puce IA pour réduire sa dépendance à Nvidia

Microsoft lance au niveau mondial «Maia 300», sa puce dédiée à l'inférence IA qui promet des performances 7 fois supérieures à son précédent modèle. Prévue en déploiement dès 2027 dans ses data centers, elle permet au géant de contrôler la chaîne de valeur, du matériel au logiciel.

Les rumeurs de cet été ont vu juste. Microsoft a dévoilé mondialement ce lundi sa nouvelle puce Maia 300 dédiée à l'intelligence artificielle. « Avec Maia 300, nous proposons un produit offrant jusqu'à 7 fois les performances de Maia 200 », s'enthousiasme Andrew Wall, directeur général de la division Azure Maia de Microsoft. Ce n'est pas la première offensive du géant sur le juteux marché des semi-conducteurs dédiés à l'IA. Comme le précédent modèle Maia 200, cette nouvelle puce a été conçue majoritairement pour l'inférence. Il s'agit de la phase qui suit l'entraînement, lorsqu'un modèle d'IA arrête d'apprendre et exécute les requêtes de l'utilisateur. « Nous avons conçu MAYA 300 pour la prochaine



vague de l'inférence IA », complète Andrew Wall. Autrement dit, le déploiement des agents IA. Microsoft annonce ainsi lancer dès 2027 à plus grande échelle son infrastructure Maia. Si la nouvelle puce sera intégrée d'abord dans les data centers américains du groupe, l'Europe et les autres régions doivent ensuite suivre, affirme Microsoft à La Tribune. Maia 200 est, elle, déjà présente dans les infrastructures du géant américain dans le monde entier. « Maia deviendra la plate-

forme principale pour nos charges de travail d'inférence IA. Donc, si vous pensez à Microsoft 365 Copilot, GitHub Copilot ou Azure Foundry, c'est là que Maia prendra en charge nos charges de travail internes », complète Andrew Wall.

Moins dépendre de Nvidia

Tous les géants de la tech développent désormais leur propre puce. Google a ses TPU pour son cloud et Gemini, Amazon a Trainium et Meta a MTIA. Cela leur permet notamment de moins dépendre d'un des seuls fournisseurs qui n'est autre que Nvidia. Et de ce fait, d'abaisser leur coût, les puces GPU du géant américain coûtant extrêmement cher.

Avec latribune.fr

Brésil

Meta accusé d'interférer dans la présidentielle

Visé par une plainte de l'équipe de Lula, le groupe américain doit expliquer à la justice électorale d'éventuelles restrictions à la diffusion de contenus sur Instagram.

Meta devra rendre des comptes sur ses algorithmes.

Samedi 10 octobre, le Tribunal supérieur électoral brésilien (TSE) a donné 48 heures à la maison mère de Facebook, Instagram et WhatsApp pour s'expliquer sur des entraves présumées aux publications du président Luiz Inácio Lula da Silva. Sa campagne soupçonne le géant américain de favoriser son adversaire du second tour du 25 octobre, Flávio Bolsonaro. Meta dément toute ingérence. En cause, une série d'incidents signalés par l'équipe du chef de l'État. Entre vendredi et samedi matin, elle affirme avoir été empêchée de promouvoir, contre paiement, des publications Instagram pour toucher davantage d'internautes. Elle dénonce aussi une anomalie du compteur de vues sur des vidéos du 7 octobre, la disparition de comptes de gauche des recherches Instagram et la désactiva-



tion, le 23 septembre, de son compte publicitaire. « Les allégations sont tout simplement fausses », rétorque Meta.

La justice réclame les données de Meta

Le TSE ne se contente pas de demander une explication générale. Meta devra préserver ses historiques de modération, ses données publicitaires et ses statistiques de diffusion. Depuis le 16 août, elle doit détailler, compte par compte, les restrictions, leurs motifs et leur origine humaine ou automatisée, et expliquer les anomalies de vues. Le tribunal cherche notamment à savoir si les deux candidats subissent les mêmes règles

de recommandation. Une distinction essentielle : la réglementation électorale brésilienne interdit aux plateformes de recommander automatiquement les publications des comptes officiels des candidats à des utilisateurs qui ne les suivent pas, sauf en cas de promotion payante autorisée. Si le blocage des publicités dénoncé par Lula est confirmé, il aurait donc restreint l'un des moyens légaux de toucher de nouveaux électeurs.

Un géant numérique dans la bataille électorale

L'affaire survient alors que Lula revoit sa stratégie numérique. Arrivé derrière Flávio Bolsonaro au premier tour, avec 45 % des voix contre 47 %, le président multiplie les vidéos au format « selfie » et mobilise des influenceurs pour élargir son audience.

Avec latribune.fr

Après une nouvelle attaque de drones

Yandex, géant russe de la tech, est fragilisé

Un centre de données du géant russe a été mis à l'arrêt ce dimanche, après deux frappes en quatre jours. Les attaques affectent aussi les entreprises dépendantes de l'infrastructure informatique de Yandex.

Ce dimanche 11 octobre, le géant russe des technologies a annoncé l'arrêt complet de son centre de données de Vladimir, à l'est de Moscou, après une attaque de drones. Son infrastructure a été endommagée, indique l'entreprise, qui ne déplore aucune victime et évalue les dégâts. Le gouverneur régional, Alexandre Avdeïev, a signalé un incendie en périphérie de la ville, l'évacuation de riverains et l'arrêt de deux sous-stations électriques desservant 5 000 habitants, sans identifier précisément le site frappé. Cette troisième attaque en quatre jours a fait basculer Yandex Cloud en « mode d'urgence ». Deux de ses zones informatiques, baptisées ru-central1-a et ru-central1-b, sont désormais indisponibles. Dimanche matin, l'opérateur indiquait que les machines virtuelles ne fonctionnaient plus que dans deux autres zones. La plupart des bases de données conçues pour résister aux pannes ont pu basculer, mais certaines ne sont accessibles qu'en lecture, voire plus du tout. Les clients sont invités à activer leurs solutions de secours. Le groupe avait déjà essuyé deux frappes. Dans la nuit du 7 au 8 octobre, un incendie déclenché par des drones avait paralysé le site de Sass-



● PHOTO D'ARCHIVE : De la fumée s'échappe du centre de données de Yandex à Sasovo – l'un des cinq grands centres de l'entreprise – à la suite d'un incendie provoqué par une attaque de drone qui a entraîné la suspension des activités sur le site, lequel... / FW1FP/Joe Bavier - SOCIAL MEDIA via REUTERS - SOCIAL MEDIA

vo, dans la région de Riazan. Le lendemain, plusieurs modules de celui de Kalouga, au sud-ouest de Moscou, ont été mis hors service. Yandex, qui exploite cinq grands centres de données, ne sait pas quand les équipements pourront redémarrer.

Des milliers d'entreprises exposées

Surnommé le « Google russe », Yandex fournit aussi des services de taxis, paiements, livraison, musique, vidéo et hébergement informatique. Selon ses chiffres, Yandex Cloud comptait 64 000 clients fin juin, pour un chiffre d'affaires de 16,7 milliards de roubles au premier semestre 2026, en hausse de 30 % sur un an. La moitié de sa consommation provient de grandes entreprises : banques, commerce et technologies en représentent ensemble 83 %. Les premières pannes illustrent ces effets en chaîne. Le site immobilier

Cian a dû transférer certains services vers d'autres centres de données. Le réseau ferroviaire russe et plusieurs plateformes commerciales ont signalé des difficultés. À Reuters, le responsable de Pulse, application de rencontres comptant 8 000 utilisateurs, expliquait vendredi ne plus accéder à son service ni à sa sauvegarde, sans confirmer de perte définitive de données. Dimanche, des dysfonctionnements étaient signalés sur Yandex Go, Yandex Pay et Yandex Music. Yandex a négocié avec trois concurrents russes, Selectel, K2Cloud et VK Cloud, des procédures accélérées pour accueillir ses clients. Samedi, l'entreprise a aussi ajouté les attaques de drones et de missiles parmi les cas de force majeure de ses conditions d'utilisation. Vendredi, son titre avait cédé plus de 4 % à la Bourse de Moscou.

Avec latribune.fr

Tech

Fitbit Edge, le chaînon manquant de Google

Dans sa volonté de rendre son approche de la santé plus proactive et personnalisée, Google a dévoilé, lundi, le Fitbit Edge. Un bracelet avec écran qui embarque une intelligence artificielle pour un suivi plus précis et simplifié, mais aussi plus discret, de votre santé au quotidien.

Vivre plus longtemps et en meilleure santé. C'est le nouvel adage que Google ne cesse de marteler depuis plusieurs mois. Le géant californien a mis la santé au cœur de ses innovations et le rappelle à chaque présentation d'objets connectés à porter, les fameux wearables. Après le Fitbit Air au printemps et la Pixel Watch 5 cet été, l'automne apporte le Fitbit Edge, dévoilé ce lundi 12



octobre. Avec le nouveau venu, Google vient s'intercaler parfaitement entre son bracelet sans écran trop minimaliste pour le suivi sans smartphone, et une montre trop connectée ou encombrante pour d'autres (ou perçue

comme trop intrusive). Le Fitbit Edge s'annonce ainsi comme un chaînon manquant parfait et le nouvel argument phare pour démocratiser le suivi santé au long cours.

Avec bfmtv.com

Monde

La pauvreté augmente pour la première fois depuis 2010

L'indice mondial de pauvreté a enregistré sa première hausse depuis sa création en 2010, portant à 1,2 milliard le nombre de personnes concernées, a indiqué lundi le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La pauvreté « aiguë » touche 51,5 millions de personnes de plus que l'année précédente, selon le rapport annuel 2026 du PNUD et du centre de recherche de l'Université d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain (OPHI). La croissance démographique constitue un facteur majeur de cette hausse. Dans 95 pays, aucune nouvelle donnée d'enquête sur la pauvreté n'était disponible cette année. La seule actualisation des estimations démographiques s'est traduite par une hausse de 15,8 millions du nombre estimé de personnes pauvres. « La hausse de la pauvreté devrait être un signal d'alarme pour le monde entier. Derrière ces chiffres se



● © UNICEF/Esther Ushindi De nombreux enfants dans l'est de la RDC souffrent de malnutrition, en raison de la persistance des affrontements violents entre groupes armés. 12 octobre 2026 Développement économique

trouvent 1,2 milliard de personnes confrontées à des difficultés qui se renforcent mutuellement : la faim, la non-scolarisation et le manque d'accès à l'eau potable ou à l'électricité », a déclaré dans un communiqué l'Administrateur du PNUD, Alexander De Croo.

Enfants et populations rurales, les plus exposés à la pauvreté

La pauvreté multidimensionnelle se mesure par

les privations en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. L'indice combine dix indicateurs, chacun ayant un poids défini. Une personne est considérée comme pauvre lorsque ses privations représentent au moins un tiers du total pondéré. Cette édition couvre 108 pays des régions en développement, soit 78 % de la population mondiale. Plus de la moitié des 1,2 milliard de personnes vivant dans cette pauvreté sont des enfants, soit 617 millions.

L'Afrique subsaharienne compte 355 millions d'enfants pauvres, le nombre le plus élevé de toutes les régions. Les enfants y représentent 57,7 % des personnes pauvres. En Asie du Sud, 181 millions d'enfants vivent dans la pauvreté. Les populations rurales sont aussi davantage touchées que les populations urbaines. Près de deux habitants sur sept vivent dans la pauvreté en milieu rural.

Plus de la moitié des personnes pauvres vivent en Afrique subsaharienne

Plus globalement, l'Afrique subsaharienne présente les niveaux les plus élevés de pauvreté multidimensionnelle (avec une incidence globale de 51,4 %) ainsi que le plus grand nombre de personnes pauvres, soit 616 millions au total. Cela signifie que plus de la moitié de l'ensemble

des personnes pauvres vivent dans cette seule région - soit plus que dans toutes les autres régions du monde réunies. Sur les 21 pays où la pauvreté multidimensionnelle est la plus marquée, 18 se situent en Afrique subsaharienne, soit 362 millions d'habitants concernés. Le Tchad, la République centrafricaine, le Niger, le Burundi et l'Éthiopie affichent les taux de pauvreté les plus élevés. En dehors de cette région, les pays les plus pauvres sont l'Afghanistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Soudan. Après l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud concentre le plus grand nombre de personnes pauvres, devant l'Asie de l'Est et le Pacifique (104 millions), les États arabes (51 millions), l'Amérique latine et les Caraïbes (33 millions), puis l'Europe et l'Asie centrale (1,2 million). Selon les dernières données

du PNUD et de l'Université d'Oxford, 33 pays ont néanmoins réussi à réduire de moitié au moins la valeur de leur indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) en moins de 15 ans. L'Eswatini se distingue particulièrement : la proportion de personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle y est passée de 38,7 % à 8 % en 15 ans.

Avec news.un.org



● © PNUD/ Giles Clarke Une Soudanaise tient une houe dans un champ agricole de l'est du Soudan

HOROSCOPE finance

Bélier Tous les natifs du signe qui se débattent avec des fins de mois difficiles devraient pouvoir commencer à rééquilibrer leurs comptes cette fois. L'arrivée de Jupiter, planète de chance, mais aussi planète d'argent, dans une position favorable pour vous, va en effet donner le top départ à une période plus facile sur le plan financier.

Taureau Réjouissez-vous ! Ce ne sera pas une période de vaches maigres qui commence. Vous pourrez même bénéficier de petits coups de pouce de la chance, qu'il faudra exploiter à fond. Si vous devez effectuer d'importantes transactions financières, et notamment l'achat ou la vente de biens immobiliers, entourez-vous de conseillers efficaces.

Gémeaux Méfiez-vous : cette position de Neptune a généralement pour effet de semer erreurs et confusions. Ce ne sera pas le moment de vous tromper dans vos comptes. Évitez également de signer des contrats financiers en ce moment.

Cancer La planète Mercure vous sera à nouveau bénéfique. Tous les jeux de hasard vous seront donc favorables. Seuls les natifs du premier décan, trop distraits pour miser, risquent de ne rien gagner ou de ne gagner que très peu. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Lion Quelques petites inquiétudes, peut-être, sont à prévoir sur le front financier. Vous ne pourrez pas compter sur le soutien de la chance, mais n'aurez pas non plus à vous méfier de possibles retournements de situation. Gérez sagement votre budget, et vous n'aurez aucun souci.

Vierge Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Balance Bonne journée pour effectuer des placements à long terme ou pour réaliser une opération immobilière juteuse. Vous bénéficierez de beaux coups de chance. L'audace paiera, grâce aux influx de Mercure.

Scorpion Vous aurez tendance à voir trop grand en matière de finances. Étudiez à fond les propositions que l'on vous fait : elles sont moins lucratives qu'elles ne le paraissent et vous entraîneraient beaucoup trop loin. De même, évitez les dépenses somptuaires ; dans votre situation présente, elles sont inutiles et ne vous apporteraient que des inconvénients.

Sagittaire Vous aurez à vous serrer la ceinture ! C'est ce que vous détestez le plus au monde, mais vous ne pourrez guère faire autrement. Alors, oubliez les dépenses somptuaires et évitez absolument les achats à crédit, toujours très dangereux. Et si vous êtes contraint d'effectuer d'importantes transactions financières, en particulier la vente ou l'achat de biens immobiliers, entourez-vous de bons conseillers.

Capricorne Vous ne songerez qu'à profiter des plaisirs de l'existence. Mais si vous dépensez sans compter, certain de retomber sur vos pieds, vous irez au-devant de sérieux problèmes.

Verseau Évitez, si possible, de vous attaquer aujourd'hui à des problèmes financiers délicats. Par contre, vous serez dans de meilleures dispositions d'esprit pour réorganiser la gestion du budget familial.

Poisson Vous serez tenté de prendre des risques financiers. Évidemment, vous aurez une possibilité sur deux de perdre gros, car les astres garderont une singulière neutralité. Mais vous pourrez aussi réaliser des gains intéressants, à condition de ne pas vous lancer complètement à l'aveuglette. Une opération financière bien montée pourra vous permettre de tirer habilement votre épingle du jeu.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Les dirigeants africains appellent à la mobilisation des capitaux et à renforcer l'intégration régionale pour stimuler la croissance, lors de la première édition du Forum Alamein Africa en Égypte

Son Excellence Abdel Fattah El-Sisi, président de la République arabe d'Égypte, a inauguré la première édition du Forum Alamein Africa, qui a réuni des chefs d'État africains, des investisseurs, des chefs d'entreprise et des institutions financières afin de promouvoir des partenariats susceptibles de stimuler la croissance sur l'ensemble du continent.

Au cours de ce Forum de deux jours, les discussions ont été portées sur la manière de transformer les ressources de l'Afrique, son talent entrepreneurial et ses marchés en pleine expansion en investissements productifs, en industries plus solides et en emplois. Les délégués ont appelé à une plus grande appropriation par l'Afrique de l'avenir économique du continent, soutenue par la diplomatie économique, la coopération régionale et l'accès au financement. Organisé par l'Égypte en collaboration avec l'Union africaine, l'Agence de développement de l'Union africaine – NEPAD (AUDA-NEPAD) et la Banque africaine d'import-export (Afrexim-bank), le Forum a permis de mettre en relation les dirigeants politiques et économiques à travers des discussions de haut niveau, des tables rondes sectorielles, des réunions bilatérales, une exposition et un espace dédié aux start-ups.

La rencontre a réuni certains des dirigeants les plus éminents du secteur privé du continent, reflétant ainsi la volonté du Forum de placer les entreprises au cœur du programme de croissance de l'Afrique. Parmi les participants figuraient M. Aliko Dangote, président-directeur général de Dangote Industries Limited ; M. Hichem Elloumi, président-directeur général du groupe COFICAB ; M. Mohamed El Kettani, directeur général d'Attijariwafa bank ; le Dr Corneille Karekezi, directeur général du groupe et PDG d'AfricaRe ; M. Selim Basak, cofondateur et



responsable de l'origination chez Gem-Corp ; M. Agostinho Kapaia, président-directeur général du groupe Opaia ; et M. Ahmed Ezz, président d'Ezz Steel.

Rapprocher les dirigeants, les entreprises et les investisseurs

La création de liens directs entre les entreprises, les investisseurs et les dirigeants politiques était au cœur de la vision du président El-Sissi pour le Forum :

« Le Forum offre aux chefs d'entreprise africains un espace unique pour rencontrer des chefs d'État, discuter des défis auxquels est confronté le secteur des affaires et le nouer des partenariats transfrontaliers qui font ressortir l'intégration économique et le développement. »

Il a souligné l'importance de combler



les lacunes en matière d'information qui empêchent les entreprises d'identifier les opportunités sur les marchés voisins. Dans un contexte d'incertitude géopolitique, il a également mis l'accent sur la stabilité, la solidité des institutions nationales et la coopération pacifique comme fondements de



l'investissement.

Cette volonté de transformer les opportunités en résultats a fait le lien entre la cérémonie d'ouverture officielle et les discussions de la première journée. SE Mostafa Madbouly, Premier ministre de la République arabe d'Égypte, a mis les participants au défi de passer de l'identification des priorités à la mise en œuvre des projets :

« Comment passer de l'identification des opportunités à l'élaboration de projets, de la définition des priorités à l'obtention de financements, et du dialogue à la mise en œuvre ? »

Pour mener à bien cette transition, il faut que les gouvernements mettent en place des politiques favorables, que les institutions financières apportent des capitaux et des instruments d'absorption des risques, et que les entreprises stimulent la production, l'innovation et l'emploi.

SE le Dr Badr Abdelatty, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Égyptiens de l'étranger, a mis en avant la diplomatie économique comme un moyen concret de relier ces acteurs :

« L'intégration économique ne peut se construire uniquement sur des décisions, mais sur des partenariats qui transforment ces décisions en investissements, en projets et en opportunités concrètes. »

Au cours de ces deux journées, M. Abdelatty a mis l'accent sur les infrastructures, la connectivité et la logistique,

ainsi que sur l'accès aux financements concessionnels et sur une voix africaine plus forte au sein du système financier international.

Les entreprises ont également besoin de règles compatibles pour opérer au-delà des frontières. SE le Dr Mohamed Farid Saleh, ministre de l'Investissement et du Commerce extérieur de l'Égypte, a appelé à une convergence réglementaire, en mettant en avant le secteur pharmaceutique comme un domaine où l'harmonisation des normes pourrait soutenir la production et l'expansion vers de nouveaux marchés.

Partenariats régionaux et résultats concrets

Le renforcement de la production et des investissements dépend des liens entre



les marchés africains. Les discussions ont mis en avant les corridors d'infrastructure, la diplomatie commerciale et les partenariats public-privé comme outils permettant d'étendre les opportunités au-delà des frontières.

M. Mahmoud Ali Youssouf, président de la Commission de l'Union africaine, a souligné le lien entre capacité de production et prospérité :

« La transformation locale crée des emplois, de la valeur ajoutée et de la richesse. »

Il a souligné la nécessité pour les petites et moyennes entreprises de tirer parti de la coopération, parallèlement à des réformes concrètes telles que les paiements en monnaies locales et les garanties de financement.

SE Évariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi et président de l'Union africaine, a réaffirmé l'ambition de

renforcer la position économique de l'Afrique :

« Nous invitons nos partenaires à considérer l'Afrique non seulement comme un marché de consommation, mais aussi comme un continent de production, d'innovation et d'investissement. »

Les infrastructures régionales ont illustré comment cette ambition peut se concrétiser dans la pratique. SE l'ambassadeur Tété António, ministre des Relations extérieures de l'Angola, a mis en avant le potentiel du corridor de Lobito pour relier l'Angola, la Zambie et la République démocratique du Congo et générer des retombées positives au-delà des frontières nationales.

M. Massad Boulos, conseiller principal du président des États-Unis pour les affaires arabes et africaines, a mis l'accent sur le rôle des partenariats commerciaux et de la diplomatie dans l'ouverture des marchés et l'élimination des obstacles. Les interventions du Burundi et du Nigeria ont également mis en avant la promotion des exportations, la paix, l'entrepreneuriat et les investissements de la diaspora comme piliers de la croissance.

M. Wamkele Mene, secrétaire général de la ZLECA, a souligné que le succès du Forum devait être mesuré à l'aune des transactions et des partenariats qu'il contribue à générer. Tout au long du programme, des tables rondes ont abordé les thèmes de l'agriculture et des systèmes alimentaires, de l'énergie, des infrastructures et de la logistique, du commerce, de l'innovation numérique et des marchés de la santé, mettant en relation les décideurs politiques, les entreprises et les financiers autour d'opportunités d'investissement. La « Startup Arena » et le concours « African Youth in Artificial Intelligence » ont permis de mettre en avant des entreprises émergentes et de jeunes



innovateurs aux côtés de chefs d'entreprise confirmés.

La priorité commune de ce Forum de deux jours était de transformer le dialogue en actions concrètes en mobilisant des capitaux, en développant des industries productives et en créant des partenariats qui traduisent le potentiel économique de l'Afrique en une prospérité durable.

Kpendjal

La transformation du soja au cœur d'un atelier à Borgou

Vingt transformateurs de soja, dont dix-neuf femmes, ont été formés aux techniques de transformation et de commercialisation du soja, ainsi qu'à la gestion des Activités génératrices de revenus (AGR), du 7 au 11 octobre à Borgou.

Cette formation s'inscrit dans le cadre du Projet d'appui à la résilience des populations et à la cohésion intracommunautaire au niveau des territoires transfrontaliers (PARCIT), mis en œuvre par l'ONG Gestion de l'environnement et valorisation des produits agro-pastoraux et forestiers (GEVAPAF). Elle a pour objectif de favoriser l'insertion socio-économique des jeunes vulnérables. Les travaux théoriques et pratiques ont porté sur la transformation du soja en beignets, la préparation du lait, de la sauce et de la viande de soja, communément appelée « Wangash ». Les participants ont également appris les techniques de commercialisa-



tion des produits dérivés du soja, notamment les règles d'hygiène, le conditionnement, la gestion comptable et les techniques de vente. À l'issue de la formation, les bénéficiaires ont reçu du matériel et des intrants, entre autres, des bols de soja, cinq litres d'huile, une glacière, une bassine, une marmite, un foyer et du matériel de cuisine, afin de faciliter le démarrage de leurs activités. Par ailleurs, vingt jeunes ont été formés aux techniques

d'embouche bovine et de commercialisation. L'adjoint au maire de la commune Kpendjal 2, Adamou Aziz a exhorté les bénéficiaires à mettre en pratique les connaissances acquises afin de développer leurs activités génératrices de revenus. Le coordonnateur du projet PARCIT, Batcha Essozimna a indiqué que ces formations répondent aux attentes des jeunes en matière d'insertion socio-économique.

Avec ATOP/BLS/JK/SED

EAMAU

Une caravane lance les festivités du cinquantième de l'école

Une caravane de sensibilisation a sillonné, le samedi 10 octobre, les artères de Lomé pour lancer les festivités marquant les 50 ans d'existence de l'École africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (EAMAU).

Partie de l'EAMAU, la caravane a parcouru plusieurs quartiers de la capitale, entre autres, le carrefour 3K, Novissi, Hédzranawoé, Nukafu, Colombe de la paix, Gakpoto, Fiata, Dékon, Hanoukopé, Nyékonakpoé, Casablanca, Atikoumé, Adidogomé, Avédji, Agoè-Assiyé, Gbosimé, avant de chuter au point de départ (EAMAU). Cette initiative vise à faire davantage connaître l'établissement au public togolais et à présenter ses missions dans la formation des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme. Le chargé de communication et des relations publiques à l'EAMAU, Dr Danklou Junior, a précisé que cette caravane répond au besoin de renforcer la notoriété de l'école auprès des populations. Selon lui malgré ses années d'existence, l'établissement reste encore peu connu d'une partie du public. « L'objectif de



cette caravane, c'est la notoriété de l'EAMAU. C'est pour faire connaître davantage l'EAMAU à la population togolaise », a-t-il expliqué. Il a souligné que l'école avait initialement pour vocation de former des élites, sans nécessairement mettre l'accent sur leur visibilité auprès du grand public. Les festivités du cinquantième constituent également une occasion de rendre hommage aux personnes qui ont contribué au maintien et au développement de l'institution au fil des années. Elles permettront de faire le bilan du parcours de l'école, de relever ses réussites et ses difficultés, puis de réfléchir aux perspectives pour les 50 prochaines années. Au programme figurent

des panels consacrés aux principaux défis actuels de l'architecture et de l'urbanisme, des expositions, un vernissage, des activités interculturelles, des présentations de la gastronomie traditionnelle, des rencontres sportives et des jeux. Une visite touristique est également prévue. Les échanges porteront notamment sur les enjeux liés à la construction de villes durables, à la résilience énergétique et à l'adaptation aux changements climatiques. Pour Dr Danklou Junior, ces réflexions doivent permettre aux étudiants de mieux comprendre les défis auxquels les villes sont confrontées et de disposer d'outils pour y apporter des réponses adaptées.

Avec ATOP/AO/AR/KYA

Kéran/Chefferie traditionnelle

Le nouveau chef du canton d'Ataloté reçoit son décret de reconnaissance

Le nouveau chef du canton d'Ataloté dans la commune Kéran 2, Tchiroutène Roumisa a reçu son décret de reconnaissance, le samedi 10 octobre dans la localité.

La cérémonie a été marquée par la sortie et l'accueil du nouveau chef, des rites d'intronisation, la remise du décret de reconnaissance et des couleurs nationales au garant des us et coutumes, ainsi que les allégeances des chefs de villages et de quartiers au nouveau chef du canton. En lui remettant le décret, le préfet de la Kéran, Douti N'Sarma Mabiba a rappelé à l'impétrant, ses missions qui consistent principalement à veiller à l'harmonie et à la cohésion sociale. Il lui a recommandé d'utiliser de ses pouvoirs pour arbitrer et concilier les parties en matière coutumière. « Vous devez exercer cette fonction avec dignité, responsabilité, sagesse, intégrité et exemplarité », a-t-il ajouté. Le représentant du pouvoir central a enfin rappelé au nouveau chef canton qu'il incarne



à partir de cet instant les valeurs éthiques et morales de sa communauté, lesquelles valeurs s'inscrivent en droite ligne de la vision des autorités gouvernementales, relatives à la promotion de paix, de concorde et du vivre-ensemble ainsi qu'au renforcement de l'inclusion sociale. Le président du Conseil préfectoral de la chefferie traditionnelle de la Kéran, Lémah Alouandjou a salué l'importance accordée à la chefferie traditionnelle par le président du Conseil et réaffirmé l'engagement des chefs traditionnels à accompagner le nouveau chef de canton. Le récipiendaire

a exprimé sa reconnaissance à toute la population pour ce choix porté sur sa modeste personne. Le chef Tchiroutène Roumisa a enfin témoigné sa gratitude au président du Conseil, Faure Gnassingbé pour cette confiance qui lui a été accordée dans cette dynamique de la promotion de la chefferie traditionnelle en général. Plébiscité lors des consultations populaires du 06 février 2026, le nouveau chef canton compte sur la collaboration et l'implication de tous les administrés afin de relever les défis pour un développement harmonieux de la localité.

Avec ATOP/PAP/KYA

Bas-mono 1

Des jugements supplétifs à 379 enfants défavorisés

Trois cent soixante-dix-neuf (379) élèves défavorisés de la commune Bas-Mono 1, ont bénéficié gratuitement de jugement supplétif tenant lieu d'acte de naissance, le vendredi 9 octobre à Afagnan.

Cette initiative est portée par le Conseil épiscopal justice et paix (CEJP) du diocèse d'Aného. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet pour aider les apprentis et les enfants qui n'ont pas les pièces d'identité à avoir le jugement supplétif. Ce projet bénéficie du soutien technique et financier du Fonds Canadien pour le développement. L'activité vise à doter des enfants défavorisés recensés dans les écoles de la commune de leur pièce d'état civil, afin de poursuivre leur cursus scolaire dans de bonnes conditions. Il s'agit de garantir la citoyenneté, de sécuriser le parcours académique des bénéficiaires en leur permettant de disposer d'une pièce essentielle pour l'accomplissement de plusieurs démarches



administratives. A travers cette initiative le CEJP entend promouvoir les droits fondamentaux des enfants, leur permettre d'aller à l'école, notamment en leur donnant la possibilité de se présenter aux examens scolaires et de s'inscrire sans entrave administrative. Le responsable diocésain du conseil épiscopal justice et paix, diocèse d'Aného, Révérend Père Dominique Gagnon a relevé les motivations et les raisons qui sous-tendent son organisation à établir ce sésame très indispensable aux enfants. « Le problème de manque d'acte de naissance est récurrent dans la commune de Bas-Mono 1

et nous avons pu identifier beaucoup d'enfants. Les moyens financiers étant limités, nous avons aidé seulement 379 enfants qui ont reçu leur document important », a expliqué R.P. Gagnon. Il a exhorté les parents à conserver les documents reçus et lancé un appel aux bonnes volontés à se joindre à eux pour cette mission. Les autorités municipales, les parents d'élèves et les bénéficiaires ont exprimé leur reconnaissance aux donateurs pour leur action humanitaire. Les autorités municipales se sont réjouies en disant que grâce à ces documents d'état civil, ces enfants bénéficiaires, sortent de l'invisibilité juridique et voient désormais leur droit à l'éducation et à l'identité pleinement garanti.

Avec ATOP/DK/AR/KYA

Youki
AGRUMES

**RETROUVEZ
LE PLAISIR
DES VRAIS
AGRUMES**

**savoure TON
FRUITSTYLE !**

CMJN • *Prix de vente détail conseillé • Pratiquez une activité physique régulière



BB LOMÉ S.A

400*
FCFA

BOUTEILLE

50 CL

